



Assemblée générale

Distr. générale
12 avril 1999
Français
Original: espagnol

Cinquante-troisième session

Point 110 de l'ordre du jour

Questions relatives aux droits de l'homme

Lettre datée du 6 avril 1999, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration faite par M. Carlos Lage Dávila, Vice-Président du Conseil d'État de la République de Cuba, devant la cinquante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme à Genève, le 24 mars 1999.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 110 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Bruno **Rodríguez Parrilla**

Annexe

Allocution prononcée par le Vice-Président du Conseil d'État de la République de Cuba, M. Carlos Lage Dávila, devant la cinquante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Genève, le 24 mars 1999

Les Cubains ont été, pendant 40 ans, soumis à un blocus, agressés, calomniés systématiquement mais aussi critiqués et condamnés plus d'une fois pour les lois et les mesures qu'ils ont dû adopter afin de se défendre.

On a beaucoup parlé, ces dernières semaines, des modifications apportées au Code pénal cubain et de la loi dite de protection de l'indépendance nationale et de l'économie cubaines, votées par l'Assemblée nationale cubaine le 16 février 1999, ainsi que du procès au terme duquel quatre apatrides ont été condamnés dans le plus strict respect de la loi.

Et la confusion a été telle que nombre d'organes de presse ont fait l'amalgame entre les nouvelles sanctions établies contre les délits communs à la suite des modifications du Code pénal et celles que prévoit une autre loi contre ceux qui agissent au service de l'ennemi qui fait la guerre à la nation cubaine.

Les changements introduits dans le Code pénal correspondent aux caractéristiques et aux circonstances du phénomène délictueux dans le monde et consistent, d'une part, en l'ajout de trois nouveaux cas de figure : le blanchiment de l'argent, le trafic des personnes et la vente de mineurs, de l'autre, en l'aggravation des peines visant des délits et d'autres conduites associées qui portent le plus grave préjudice à la tranquillité des citoyens, aux valeurs morales de la société et à la santé du peuple.

Il est vrai que la peine capitale a été établie pour les cas extrêmement graves et pour des crimes vraiment exécrables, comme l'utilisation du pays pour le trafic international de drogues, et de graves actes de viol ou de corruption de mineurs, parce que Cuba juge indispensable, dans les circonstances que connaît le monde, de pouvoir en disposer comme d'un mécanisme visant à décourager ces conduites abjectes.

Cuba respecte ceux qui s'opposent à la peine de mort dans de nombreuses parties du monde et partage leur espoir qu'un jour viendra où elle ne sera plus nécessaire dans aucune société. Quoi qu'il en soit, Cuba, un pays où l'on stimule de l'étranger la violation des lois par l'intermédiaire de milliers d'heures hebdomadaires de transmissions radiophoniques illégales, ne peut renoncer pour l'instant à cette peine maximale, appliquée par ailleurs dans d'autres pays qui ne sont pas soumis à ce genre d'hostilité et de harcèlement.

Les réformes introduites dans le Code pénal cubain reposent sur des principes juridiques reconnus par la communauté internationale et sont, par ailleurs, avalisées par la large demande du peuple cubain qui, accoutumé à la sécurité que lui a toujours offerte la Révolution, a exigé une augmentation des peines contre les auteurs des délits déjà mentionnés.

La loi dite de protection de l'indépendance nationale et de l'économie cubaines a été présentée, pour sa part, par ceux qui détiennent le monopole de l'information comme une législation contre la liberté d'idées et d'opinions. Imaginer que cela soit possible serait supposer une soumission bien étrange et une condition humaine bien rabaissée chez un peuple habitué justement à lutter pour ses idées. Nul n'est sanctionné à Cuba pour ce qu'il pense.

Cette loi vise à sanctionner les citoyens dont les actes font le jeu de la puissance agressive qui mène une guerre économique pour déstabiliser le pays, subvertir l'ordre

intérieur et détruire la Révolution. Cette loi sanctionne le délit de collaboration avec l'ennemi, non le délit d'opinion, comme on veut en faire accroire.

La guerre intense et sans scrupule des États-Unis a contraint non seulement Cuba, mais jusqu'à l'Union européenne et des États comme le Canada, le Mexique et l'Argentine, à voter des législations en vue de défendre leur souveraineté et leur indépendance face aux décisions extraterritoriales du Congrès nord-américain.

La nouvelle loi cubaine protège non seulement la souveraineté et les droits des Cubains, mais encore ceux des nationaux de pays tiers particulièrement touchés par les pressions, les mesures répressives et les sanctions appliquées dans le cadre de la politique de blocus.

Les États-Unis ont, pendant plus d'une année, orchestré une campagne de mensonges contre la Révolution cubaine à la suite de l'arrestation de quatre citoyens qui viennent d'être jugés pour le délit d'incitation à la sédition et sanctionnés à des peines allant de trois ans et demi à cinq ans de privation de liberté.

Bien différent aurait été leur sort s'ils avaient été jugés par un tribunal des États-Unis. Là, rien que pour certains des délits commis à Cuba, ces gens auraient violé les réglementations du contrôle des avoirs cubains, du Département du trésor, et auraient été condamnés à des peines allant jusqu'à 10 ans d'emprisonnement et à des amendes de 250 000 dollars. Bien mieux, non plus pour tentative de subversion ou de conspiration contre le gouvernement, mais pour simple contact avec un gouvernement ou un agent étranger en vertu de la loi Logan, déjà bicentenaire mais toujours en vigueur, l'on condamne tout citoyen à une peine consistant en une amende de jusqu'à 5 000 dollars et trois ans d'incarcération.

Le procès engagé contre eux a largement démontré que les condamnés ont collaboré d'une façon soutenue avec l'ennemi, par l'intermédiaire de la Section d'intérêts des États-Unis à La Havane, dont ils recevaient des instructions, de l'argent et des moyens, en vue d'entraver les investissements étrangers par toutes sortes de menaces, de promouvoir l'internationalisation du blocus criminel auquel Cuba est en butte et de troubler l'ordre intérieur entre autres visées. Cuba revendique son droit, qui est celui de toute nation, de sanctionner ceux qui se mettent au service d'une puissance agressant leur propre patrie.

Le pouvoir des médias, les intérêts en jeu, la confusion d'idées, le manque d'information et l'irresponsabilité aboutissent normalement à un phénomène curieux : qu'on accorde plus de crédit aux mensonges des agresseurs qu'aux évidences des agressés!

On sait que des personnes dans le monde, des amis y compris, partant de comparaisons avec ce qui se passe dans leur propre pays ou ailleurs, ont douté de la justice du procès, qui a pourtant été assorti de toutes les garanties et du plus grand respect de la personne humaine.

On ne saurait toutefois ignorer, quand on évalue Cuba et sa révolution, que Cuba n'est justement pas n'importe quel autre pays. Cuba est la cible permanente de l'hostilité de la nation la plus puissante de la planète qui ne renonce pas un seul instant à ses menaces et à ses agressions. C'est un pays en butte au blocus d'une superpuissance qui le contraint à être sans cesse en état de défense et d'alerte, à cause de sa décision de ne pas être une étoile de plus sur le drapeau nord-américain.

On ne saurait agresser un pays pendant 40 ans, prétendre soumettre son peuple à un blocus criminel, financer les rêves annexionnistes et les activités contre-révolutionnaires de groupes isolés de bradeurs de patrie, et l'accuser ensuite de se défendre.

Sans la loi Helms-Burton, sans le blocus, sans la guerre économique qui visent à briser l'ordre intérieur à Cuba, à la déstabiliser, à liquider l'État socialiste et l'indépendance du pays, la loi de protection de l'indépendance nationale et de l'économie cubaines serait absolument inutile. Ce n'est qu'en reconnaissant les conditions exceptionnelles de la réalité

de Cuba et le fait qu'aucune autre nation dans l'histoire n'a dû supporter l'agression la plus obstinée d'un voisin puissant et vorace qu'on peut comprendre les événements qui se déroulent dans ce pays. Car la guerre entreprise par les États-Unis et leurs serviteurs annexionnistes contre Cuba n'est qu'une et une seule; elle n'est pas formée de compartiments étanches. Guerre psychologique, bombes, sédition, propagande, tout cela ne fait qu'un, tout sert et tout est valable. Les facettes ont beau être diverses, le but est le même.

Il vaudrait la peine de se demander au sein de cette commission des droits de l'homme : qui a autorisé les États-Unis à s'arroger le rôle, apparemment à perpétuité, de procureur contre Cuba? Qui leur a donné le droit – et là encore à vie, semble-t-il – de s'ériger eux-mêmes en «juge suprême» des droits de l'homme à l'échelle de la planète?

Pourquoi faut-il accepter que le Département d'État des États-Unis rédige année après année, sur ordre du Congrès de ce pays, de volumineux rapports qui jugent des actions de toutes les nations du monde en matière de droits de l'homme, exception faite, comme de juste, de ce qui se passe aux États-Unis même?

Comment peut-on admettre que les États-Unis jugent le monde pendant plus de 5 000 pages?

Faut-il donc consentir à ce qu'une nation où une consommation effrénée stimule la production et le trafic de drogues délivre unilatéralement des certificats de «mauvaise conduite» aux pays producteurs, vendeurs ou transitaires?

Pourquoi les États-Unis peuvent-ils bafouer à ce point la communauté internationale en méconnaissant le vote constant, année après année, de l'Assemblée générale des Nations Unies contre leur politique de blocus de Cuba?

Pourquoi permet-on aux États-Unis d'adopter 61 sanctions économiques unilatérales contre un ensemble de pays où vivent 42% de la population mondiale, sans même être admonestés?

Pourquoi les États-Unis s'opposent-ils à l'élargissement du Conseil de sécurité et à l'admission à cet organe de pays comme le Brésil, l'Indonésie, le Mexique, le Nigéria, l'Inde ou d'autres, en jouissant des mêmes prérogatives que les membres actuels?

Les États-Unis se situent au-dessus de tout et de tous pour juger des violations des droits de l'homme, alors que leur état de services en la matière laisse beaucoup à désirer. En effet, dans la nation la plus riche et la plus puissante de l'histoire :

a) Presque un million de personnes vivent à la rue, sous les ponts ou dans des abris de fortune, alors qu'un Nord-Américain accumule à lui seul 80 milliards de dollars;

b) Quarante-trois millions de citoyens n'ont pas d'assurance médicale et 11 millions d'entre eux sont des enfants;

c) Des millions de personnes aux revenus faibles, des malades, des personnes âgées et des mères célibataires viennent d'être exclus des programmes d'assistance sociale.

Dans la nation la plus riche et la plus puissante de l'histoire :

a) Vingt pour cent des habitants sont des analphabètes fonctionnels;

b) Dix-sept millions de femmes ont été victimes de viols ou d'abus sexuels, et plus de la moitié des femmes ont été victimes de la violence;

c) Les 45 millions de pauvres y sont essentiellement des Latinos, des Noirs et des enfants. Les enfants noirs ont deux fois plus de risques de mourir dans leur première année que les enfants blancs;

d) La population noire a servi de cobaye à des expériences approuvées par le Gouvernement, qui ont provoqué des dommages prémédités à sa santé.

La nation la plus riche et la plus puissante de l'histoire, celle qui agresse Cuba et qui exige que la Commission des droits de l'homme condamne Cuba :

- a) Est la plus grosse consommatrice de drogues au monde;
- b) Se caractérise par la brutalité policière contre les Noirs, les Latinos et les immigrants;
- c) Possède la plus importante population carcérale au monde, qui reçoit un traitement inhumain et dégradant;

d) Applique la peine de mort avec une grande facilité, mais jamais, ou alors très exceptionnellement, à un citoyen blanc de pure souche aryenne. Le fait est que la chaise électrique, la chambre à gaz et les exécutions par injection d'un produit mortel fonctionnent constamment, et d'une façon impressionnante, pour les Noirs, les Latinos et les émigrés du tiers monde.

La nation la plus riche et la plus puissante de l'histoire :

- a) Compte plus de 100 prisonniers politiques dans des prisons de sécurité maximale, dont 15 Portoricains, hommes et femmes, condamnés pour avoir lutté pour l'indépendance de leur pays. Sans compter des centaines de milliers de personnes sanctionnées avec une dureté excessive du simple fait d'être Noirs, Indiens, métis ou Latinos, victimes de discrimination, vivant dans une pauvreté désespérante qui les pousse à commettre des infractions mineures, réelles ou inventées;
- b) Admet en silence l'expansion de groupes néofascistes et xénophobes qui prônent toutes sortes de discrimination et recourent de plus en plus à la violence;
- c) A mis au point les armes d'extermination les plus sinistres et poursuit cette course infernale;
- d) Est, de tous les pays les plus industrialisés du monde, celui qui apporte le moins au développement et, de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, celui qui en est le plus gros débiteur.

La nation qui prétend juger le monde est justement celle qui a lancé des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki; qui a envahi Cuba à Playa Girón; qui a fait la guerre au Viet Nam où elle a causé la mort de presque quatre millions de fils de ce peuple courageux; qui a envahi Saint-Domingue, la Grenade, le Panama, la Somalie; qui a mené en Amérique centrale une guerre sale, qui a soutenu les dictatures les plus génocides de la région et qui a formé à la torture, dans les écoles de la CIA, leurs chefs sanguinaires. La nation qui prétend juger le monde a décidé de faire des guerres pour son compte et de lancer des missiles tous azimuts, quitte, ensuite, à éclaircir les erreurs de cibles.

Le blocus et la guerre économique sont un véritable génocide. La tentative de tuer par la faim et les maladies tout un peuple ne peut pas être admise par la conscience universelle. Cuba supporte cette situation depuis 40 ans. Un si monstrueux crime a-t-il jamais été soumis au jugement de la Commission des droits de l'homme?

Il est très probable que dans quelques heures commenceront les frappes aériennes de l'OTAN, sous la houlette des États-Unis, contre la Serbie, dont le peuple fut celui qui a le plus héroïquement lutté pendant la Deuxième Guerre mondiale en Europe contre les troupes nazies. Le recours à la force et l'abus de celle-ci ne peuvent être la solution des problèmes du monde. Qui défendra les droits de l'homme des personnes innocentes tuées par les bombes et les missiles largués sur un tout petit pays de l'Europe cultivée et civilisée?

Si le monde se constituait en tribunal, les États-Unis ne quitteraient pas le banc des accusés pendant plusieurs siècles.

Le Gouvernement des États-Unis, qui veut se présenter en défenseur des droits de l'homme, sait qu'il existe sur le territoire sous sa juridiction des organisations terroristes qui agissent contre Cuba, et pourtant il se lie à elles et tire profit de leur argent.

Deux procès conclus tout récemment à La Havane ont permis d'apporter des témoignages et documents qui ont prouvé d'une manière irréfutable que des cadres de la Fondation nationale cubano-américaine, bien connue, et un criminel à leur solde, Luis Posada Carriles, ont participé à des agressions terroristes et à d'autres actes contre Cuba, et maintiennent pourtant des liens avec des institutions et des autorités nord-américaines. Il convient de rappeler que Luis Posada Carriles, qui vit actuellement en El Salvador, et Orlando Bosch, qui vit, lui, en Floride, tous deux sans avoir purgé les peines auxquelles ils ont été condamnés, ont été les auteurs du sabotage en plein vol perpétré en octobre 1976 contre un appareil de la compagnie Cubana de Aviación, dont le bilan avait été de 73 morts.

Engagés par des contre-révolutionnaires d'origine cubaine notoires liés de près à la CIA et à la Fondation nationale cubano-américaine, deux ressortissants salvadoriens ont été jugés pour avoir posé plusieurs bombes dans des hôtels de La Havane, dont l'une a causé la mort d'un jeune touriste italien, et blessé des Cubains et des étrangers. L'objectif de ces attentats était de porter préjudice au tourisme cubain en plein essor. L'intention était aussi de poser des bombes dans des sites sacrés de l'histoire cubaine, entre autres le mausolée où repose la dépouille mortelle d'Ernesto Guevara. La CIA a assassiné le Che, mais n'a pas pu tuer ses idées; on l'avait enterré, ainsi que d'autres tombés avec lui, en des lieux tenus secrets, et l'humanité les a presque tous sortis de leurs sépultures inconnues et dispersées. Il s'agissait maintenant de dynamiter ses restes.

Le Gouvernement cubain est conscient que ces procès et les dénonciations qui y ont eu lieu ont été très mal couverts par les médias et n'ont pas eu assez de répercussion internationale.

Aussi convient-il de réitérer ici que la Fondation nationale cubano-américaine, enregistrée aux États-Unis comme organisation «à but non lucratif philanthropique et éducative», est en fait une mafia terroriste dont la fortune élevée, mais aux origines douteuses, provenant de la fraude, de la malversation, de privilèges et du soutien gouvernemental, a permis de financer de coûteuses campagnes politiques pour aider à élire aux États-Unis des maires, des représentants, et même des sénateurs et des présidents.

Cette organisation qui fournit des fonds au Parti républicain et au Parti démocrate, fait du lobbying, présente et fait voter des lois génocides contre Cuba, réunit et soutient les pires terroristes formés par la CIA, organise et paie des plans d'attentats et d'assassinats de dirigeants cubains, conçoit et exécute des crimes contre des travailleurs et des touristes, et n'a jamais cessé de soutenir un seul projet d'agression et d'intervention militaire peaufiné contre Cuba. Telle est sa «biographie».

Les groupes terroristes qui agissent depuis les États-Unis en vue de renverser la Révolution cubaine profitent de l'hostilité croissante de ce pays-là contre Cuba. Depuis 1992, les autorités nord-américaines ont adopté plus de 21 dispositions législatives contre Cuba, dont les lois Torricelli et Helms-Burton; adressé des lettres de mise en garde et refusé des visas à des hommes d'affaires étrangers ayant réalisé des investissements dans notre pays en vue de les intimider; dressé des listes noires de ceux qui font du commerce avec Cuba, et nié les permis requis à des compagnies souhaitant organiser des vols à destination de Cuba et à des sociétés voulant participer à des expositions de matériel médical et pharmaceutique. Sans parler de procès judiciaires, de menaces et d'amendes contre des sociétés et des citoyens

nord-américains désireux d'avoir des relations avec Cuba, et du refus d'autoriser jusqu'à des dons de médicaments.

Un pays peut-il se croiser les bras tandis que son voisin ne cesse de promulguer des lois et d'appliquer des mesures pour le coloniser de nouveau?

On parle pourtant – et c'est bien là le comble – de l'assouplissement de la politique nord-américaine envers Cuba. Mais cela ne vise qu'à freiner le refus croissant de l'opinion publique au blocus, tant aux États-Unis qu'ailleurs, à démobiliser le mouvement de solidarité toujours plus puissant avec Cuba, à vider la résistance cubaine de son contenu patriotique et à leurrer ceux qui veulent bien se laisser leurrer ou à qui cela convient.

C'est dans ce sens que s'inscrivent les mesures annoncées par le Président William Clinton, le 5 janvier 1999, mesures que de nombreuses agences de presse, des gouvernements et des personnalités ont, sciemment ou non, accueillies et commentées comme un geste visant à atténuer le blocus.

Comme le Président nord-américain n'a plus, parce qu'il y a renoncé, aucune faculté exécutive en la matière, le porte-parole de la Maison Blanche a été pour sa part catégorique : les mesures annoncées ne représentaient aucun changement dans la politique envers Cuba, ce que la Secrétaire d'État s'est empressée ensuite de confirmer.

Il ne serait pas inutile de rappeler que, quelques mois plus tôt, en mars 1998, l'administration nord-américaine avait annoncé un train de mesures de portée tout aussi trompeuse.

Ce prétendu assouplissement n'est rien d'autre pour la Maison Blanche qu'un moyen larvé de financer et de soutenir ses agents dans l'île, et de tenter de subvertir l'ordre intérieur à Cuba. Depuis ce prétendu assouplissement, personne n'a encore pu vendre un seul comprimé d'aspirine à Cuba, pas plus que la société Western Union n'a pu ouvrir à La Havane une agence pour faciliter les envois d'argent de Cubains vivant aux USA à leurs familles de l'île, des envois qui continuent d'ailleurs de faire l'objet de restrictions, pas plus que les voyages des citoyens d'origine cubaine n'ont été facilités. Qui plus est, même les communications téléphoniques entre les deux pays sont entravées.

Beaucoup se demandent dans le monde pourquoi les États-Unis – maintenant que la guerre froide est finie et qu'ils jouissent d'une hégémonie absolue – ne mettent pas un terme, une bonne fois pour toutes, à une politique si criminelle, marquée du sceau de l'échec, si obstinément ridicule et ne tournent pas cette page sordide de leur histoire.

La vraie raison en est la corruption du système politique américain, celui-là même qu'on veut imposer à Cuba comme modèle, et le fait que de sinistres intérêts politiques y priment des principes moraux élémentaires auxquels un pays qui prétend s'ériger en parangon de vertus ne devrait renoncer sous aucune circonstance.

De simples calculs suffisent : pour être élu ou réélu au Congrès, tout candidat doit financer des campagnes électorales qui coûtent très cher. Être sénateur aux États-Unis coûte en moyenne non moins de trois millions de dollars. D'où vient cet argent? De sociétés et d'organisations de toutes sortes. Certaines, comme celle du genre de la Fondation nationale cubano-américaine, réclameront plus tard de leur protégé, dans le style mafieux des parrains, le vote de telle ou telle loi, de tel ou tel amendement, la signature d'une loi, la condamnation de l'inconcevable, la tolérance face à la préparation d'actes terroristes et à l'entraînement dans ce but, le montage de comédies devant des organisations internationales. C'est donnant donnant, comme dans les jeux enfantins. Telle est la norme habituelle, sauf rares exceptions, d'autant plus connues et dignes, de personnes qui parviennent par leur prestige à surmonter

ces circonstances défavorables, ou d'autres qui possèdent assez de ressources pour financer leurs campagnes.

Sinon, que penser de l'information publiée le 5 mars 1999 par le journal américain *El Nuevo Herald* sous le titre : «La Fondation rencontre Clinton», et où on apprend que celui-ci a assisté à une collecte de fonds organisée par la Fondation pour la campagne politique du sénateur démocrate de New Jersey, Robert Torricelli? Comment comprendre cette rencontre du Président des États-Unis en personne avec des dirigeants de la Fondation nationale cubano-américaine alors que les autorités et certaines institutions des USA sont mieux placées que quiconque pour savoir qui sont ces gens-là et à quoi ils se consacrent? Que peut penser le peuple cubain d'un président qui a de telles amitiés?

Ces faits et cette complicité ne vont-elles donc pas être condamnés? Il semblerait parfois que les condamnations d'États Membres des Nations Unies sont le lot des seuls pays sous-développés contre lesquels elles se multiplient!

On pourrait démentir bien d'autres mensonges et dénoncer bien d'autres injustices dans cette salle dont les murs ont été témoins d'une série de vendettas scandaleuses contre Cuba de la part des puissants vainqueurs de la guerre froide qui, manipulant d'une façon politisée et sélective la Déclaration universelle des droits de l'homme, se sont proposés d'asservir le peuple cubain et de bafouer sa souveraineté et son autodétermination.

On a déjà vu avancer sur ce même chemin, d'un pas léger, un paralytique inventé par la propagande nord-américaine, qu'ils ont même affublé du titre de poète et d'ambassadeur. Sa muse est bien la seule qui ne se soit jamais levée de son fauteuil roulant.

Quiconque connaît un peu l'histoire de la révolution cubaine sait que depuis l'époque de la guerre de libération, jamais un mensonge n'a été proféré.

La vérité a toujours été l'arme principale de la Révolution. Grâce à elle, Cuba a gagné le respect, même de la part de ses ennemis; grâce à elle, Cuba est présente au sein de cette commission. Grâce à la vérité, la position viscérale des États-Unis s'est affaiblie progressivement, jusqu'à ce qu'en 1998, après sept ans, 19 nations membres de la Commission repoussent leur résolution anticubaine. Mais on savait que ce n'était pas la fin de la bataille et que les États-Unis continueraient à faire pression sur d'autres États pour poursuivre leurs desseins mesquins contre Cuba.

Les États-Unis ont cherché et ont trouvé un intermédiaire susceptible de se charger de leurs objectifs immoraux et d'assumer le résultat quel qu'il soit : une déroute infamante ou une victoire à la Pyrrhus. Le Gouvernement cubain ne s'étonne pas du choix qui a été fait. Il y aura toujours des individus à la recherche de miettes, prêts à toutes les bassesses, oubliant que dans certaines alliances occasionnelles, «celui qui sème le vent récolte la tempête».

Il sera difficile à de nombreux représentants à la Commission des droits de l'homme de se prononcer en faveur d'un texte qui condamne Cuba car ils sont conscients de tout ce qui a été fait à Cuba en ce qui concerne les droits fondamentaux du peuple; ils savent qu'accuser Cuba de violer ces droits est une infamie, parce que ce ne sont pas les exemples qui leur manquent de la façon dont un pays sans grande richesse matérielle, et même dans l'étape actuelle de difficultés et de carences, a su être solidaire.

On accuse Cuba de violation des droits de l'homme à partir d'un texte qui reprend la même manipulation perverse des faits que les antérieurs.

Bien que Cuba soit en butte à un blocus et à un harcèlement, et qu'elle ait bien moins de ressources que d'autres :

Où trouve-t-on à Cuba des analphabètes, des enfants sans école, des enseignants sans salle de classe?

Où, un seul citoyen sans soins médicaux?

Où, des handicapés sans possibilités d'étudier et de travailler?

Où, un seul retraité sans pension ou une seule personne âgée livrée à son sort?

Où, des femmes touchant un salaire inférieur aux hommes pour le même travail?

Où, discrimination raciale et xénophobie?

Où, des travailleurs lancés à la rue sans garanties ni protection?

Où, un seul compatriote livré à son sort?

Où, une seule personne torturée ou assassinée, une seule personne disparue d'un bout à l'autre de l'île?

Où trouve-t-on à Cuba des escadrons de la mort et des exécutions arbitraires?

Un peuple comme le peuple cubain, formé dans les principes de la Révolution, dans la morale de la Révolution, peut venir ici la tête haute et la conscience tranquille!

Le peuple cubain sait pertinemment que c'est la Révolution qui lui a permis d'exercer véritablement pour la première fois les plus larges libertés.

Cuba a permis à ses citoyens de participer vraiment aux affaires du pays et à la prise de décisions dans les questions capitales.

Les travailleurs, les paysans, les intellectuels, les jeunes, les élèves et étudiants, les femmes, les voisins, et même les enfants ont été rassemblés dans leurs propres associations qui représentent en toute indépendance les intérêts de leurs secteurs et se joignent aux efforts communs.

Cuba n'a pas honte de sa presse, maigre mais propre, et sans visées mesquines.

Les élections à Cuba sont transparentes. C'est le peuple qui propose les candidats, et 98 % des électeurs se rendent aux urnes, gardées par des enfants. Il n'y a pas l'ombre d'une fraude, et les dépouillements sont publics.

Il n'y a qu'un seul parti, c'est exact. Mais ce parti-là ne présente aucun candidat et ne choisit aucune tête de liste, et n'élit donc pas à l'avance les membres de l'Assemblée nationale. À Cuba, ce sont les gens de la base qui proposent des candidats qu'ils élisent ensuite comme leurs représentants. Le peuple préfère ce parti-là qui nous unit, à la fragmentation et à la division. Et, tout en respectant le système que chaque nation veut bien se donner, Cuba exige que l'on respecte le sien. Les États-Unis ne condamnent pas ni harcèlent des pays alliés où l'on ne trouve pourtant ni partis ni démocratie.

Si on ne comprend pas Cuba, ce n'est pas pour autant qu'elle se vendra. Après tout, l'Église a fini par reconnaître, des siècles plus tard, que Galilée avait raison.

L'attachement de Cuba aux droits de l'homme dépasse les frontières de la patrie et se traduit par le plus grand désintéressement qui se puisse concevoir :

a) Plus de 25 000 médecins cubains ont rempli des missions internationales dans les coins les plus reculés de la terre, et plus de 14 000 enfants victimes de Tchernobyl ont été soignés à Cuba;

b) Des milliers d'enseignants cubains ont apporté leur savoir sur d'autres terres et plus de 41 000 jeunes et adolescents de 120 pays du monde ont fait des études à Cuba ou en font encore. Après le terrible massacre de Kassinga, camp de réfugiés civils namibiens au sud

de l'Angola, les enfants et jeunes survivants et orphelins ont trouvé un foyer et une école à Cuba. Beaucoup d'entre eux sont maintenant des spécialistes éminents de leur pays;

c) Tandis que d'autres faisaient du commerce avec le régime raciste d'Afrique du Sud, voire le soutenaient, des Cubains ont, versant leur sang, contribué à l'indépendance de l'Angola et de la Namibie, et, aux côtés des Angolais, des Namibiens et des combattants du Congrès national africain, ont porté au régime honteux de l'apartheid un coup terrible dont celui-ci ne put jamais se relever. Cuba ne possède pas en Afrique de pétrole, de diamants, d'affaires, d'usines, pas même un boulon, et elle ne demande rien en échange de son sacrifice généreux.

De ceux qui prétendent juger Cuba, combien peuvent en dire autant?

Des centaines de médecins et de personnels de santé ont été envoyés dans les régions les plus reculées et les plus inhospitalières qui ont été dévastées par les forces de la nature en Amérique centrale, en République dominicaine et en Haïti, et des milliers ont été proposés à ces pays-là et à d'autres de la région et d'Afrique ravagés par le cyclone permanent de la pauvreté, du sous-développement et du manque de soins médicaux qui tue des millions d'enfants et d'adultes dans le monde. Et cette politique-là, la Révolution la pratique depuis 40 ans.

Cuba offre aujourd'hui 1 000 bourses par an à des étudiants latino-américains pour faire des études de médecine, et autant qu'il en faudra dans toutes les spécialités universitaires aux étudiants des Caraïbes.

Cuba a lancé des programmes sanitaires en Haïti et, plus récemment, au Niger, deux des pays dont les indicateurs sont les pires au monde, leur offrant à chacun au moins 500 médecins ou autant qu'il le faudra pour sauver tous les ans 100 000 vies, dont plus de 60 000 enfants.

Et tout ceci, sans que cela coûte un sou aux pays concernés, car Cuba apporte le capital humain irremplaçable formé par la Révolution. Preuve irréfutable, s'il en fallait, que, même en butte au blocus et à la guerre économique, on peut faire beaucoup avec pas grand-chose.

Cuba n'attend des pays industriels et riches que le minimum de médicaments indispensables. De nombreuses organisations non gouvernementales le font déjà.

On ne défend pas les droits de l'homme en cédant sous condition les excédents, mais en partageant sans conditions ce que l'on a et dont les autres ont besoin.

Pour Cuba, les droits de l'homme sont bien plus que les fondements énoncés dans la Déclaration universelle.

Les droits de l'homme sont la justice sociale, l'égalité réelle et la distribution juste des richesses.

La Commission des droits de l'homme et d'autres organes du système des Nations Unies ne devraient pas perdre leur temps à satisfaire la rancœur des accusateurs de Cuba, elles devraient l'utiliser à chercher des solutions aux graves problèmes du monde.

Que la Commission examine ces problèmes et cherche des solutions pour 60 % de la population mondiale qui est pauvre et pour 25 % qui vit dans la pauvreté extrême, pour les 800 millions de personnes qui ont faim et pour les 2 milliards qui souffrent d'anémie par carences nutritionnelles.

La Commission doit penser aux plus de 20 millions d'Africains qui sont malades du sida et ne peuvent disposer de médicaments.

Il convient de se demander s'il est juste que les nations où vivent ces êtres humains doivent éponger des dettes qui se montent bien souvent à plus de la moitié de leurs maigres revenus, tandis que les Nord-Américains dépensent à eux seuls 8 milliards de dollars en cosmétiques, que les pays riches dépensent 17 milliards en aliments pour animaux domestiques et le monde entier 400 milliards en stupéfiants.

Le monde dépense presque 800 milliards de dollars par an dans la production d'armements, dont plus de 300 milliards aux États-Unis, tandis que la famille humaine compte toutes les 24 heures 68 000 nouveaux indigents et que 25 000 enfants meurent de maladies curables dans le même laps de temps.

Seule 20 % de la population mondiale, vivant en majorité dans les pays développés, dépensent 86 % en biens de consommation; les 225 personnes les plus riches de la terre possèdent une richesse équivalente au revenu annuel de 2,5 milliards d'êtres humains, et les trois plus riches disposent d'avoirs qui dépassent le produit intérieur brut des 48 pays les moins avancés.

La déforestation se concentre dans les pays pauvres, mais ce sont les riches qui utilisent plus de la moitié du bois et les trois quarts du papier dans le monde. La déprédation a conduit de nombreuses espèces de poissons à l'extinction et renchérit les cours à des niveaux inaccessibles aux pauvres. Les gaz des pays développés polluent l'atmosphère au détriment de l'environnement de tous, mais le pays qui émet à lui seul le quart des nuisances refuse de les réduire.

Tandis que les écarts se creusent entre pays riches et pays pauvres, les États-Unis déportent des milliers de Centraméricains dont les pays viennent pourtant d'être dévastés par un cyclone et érigent des murs, comme celui de la frontière mexicaine, où meurent tous les ans plus de Latino-Américains que de gens sur le fameux mur de Berlin pendant toute l'existence de celui-ci.

La résolution contre Cuba qui circule au sein de la Commission des droits de l'homme n'est pas la conséquence de prétendues violations des droits de l'homme, ni de procès et de condamnations d'apatrides et de terroristes, ni de lois promulguées pour défendre l'indépendance cubaine.

Cette résolution est motivée par l'obstination pathologique des États-Unis envers Cuba, ce qui ramène au début du XIXe siècle, car l'annexion de Cuba faisait déjà partie de leurs visées expansionnistes.

Elle est motivée par la rage de ce puissant voisin devant son impuissance à parvenir à soumettre Cuba comme il a pu le faire avec Porto Rico et avec plus de la moitié du Mexique, et il n'a de loin réussi à détruire l'héroïque et exemplaire Révolution née en 1959, même après la disparition de l'Union soviétique et du bloc socialiste.

Elle est aussi motivée par la réaction des États-Unis face à la résistance que le monde leur oppose à l'Assemblée générale des Nations Unies, en condamnant depuis sept ans, et de façon toujours plus écrasante, leur blocus de Cuba.

L'une des armes les plus couramment employées par l'empire contre la Révolution cubaine a été le mensonge peaufiné sans scrupules et répandu dans le monde. On est allé jusqu'à dire que le Gouvernement cubain était impliqué dans le trafic de drogues et que Fidel Castro possédait l'une des plus grosses fortunes de la planète. Ce qu'on peut dire, en revanche, c'est que Cuba est sans doute l'un des pays les plus libres de drogues au monde, que son gouvernement plane à des milliers d'années-lumière de la corruption qui se répand aujourd'hui comme une séquelle incontrôlable du néolibéralisme et que son président est l'un des dirigeants politiques les plus honnêtes et les plus extraordinaires de ce siècle, qu'il a

consacré sa vie à son peuple et à tous les peuples du monde, avec autant de passion et de fermeté que d'austérité et d'honnêteté personnelle.

Le socialisme que Cuba défend se soutient par la morale. Le peuple cubain sait que ceux qui occupent les principales responsabilités dans le pays ne possèdent pas d'affaires privées et vivent de leur travail. Il sait qu'un ouvrier de l'État dans plus d'un secteur peut gagner deux fois plus qu'un ministre. Le peuple cubain ne se bat pas pour protéger ses biens personnels, mais pour défendre ses idées. Ses enfants n'hériteront pas de fortunes ni de privilèges, seulement d'exemples.

Les calomnies et les mensonges pourront bien se poursuivre. Face à eux, les Cubains auront recours, comme ils le font si souvent, à José Martí : «Un principe juste, même au fond d'une grotte, peut plus qu'une armée».

Aucune nation ne saurait être condamnée parce qu'elle défend son indépendance.

La planète mondialisée d'aujourd'hui ne peut se développer à partir d'une pensée unique et d'un pouvoir hégémonique.

Cuba se bat et continuera de se battre pour un monde juste.
